

A N N A L E S  
**BRETAGNE**  
**PAYS DE L'OUEST**

## **Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest**

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

**108-3 | 2001**

**Varia**

---

### Marie-Laure Legay, *Les États provinciaux dans la construction de l'État moderne*

Jean Quénart

---



#### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1722>

ISBN : 978-2-7535-1483-6

ISSN : 2108-6443

#### **Éditeur**

Presses universitaires de Rennes

#### **Édition imprimée**

Date de publication : 20 septembre 2001

Pagination : 158-160

ISBN : 978-2-86847-625-8

ISSN : 0399-0826

#### **Référence électronique**

Jean Quénart, « Marie-Laure Legay, *Les États provinciaux dans la construction de l'État moderne* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 108-3 | 2001, mis en ligne le 20 septembre 2003, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1722>

---

bre retrace davantage celui qui oppose les historiens français qu'une inégalité au sein de la production historiographique britannique. Dans tous les cas, les auteurs s'accordent pour démontrer la vivacité des débats qui règnent entre les historiens anglais. Chaque nouvelle génération y semble saisie d'une fièvre déconstructrice et subit l'influence des modes : marxisme, structuralisme ou encore, plus récemment, *gender history*. Cette vie parfois un peu brouillonne protège cependant l'historiographie anglo-saxonne de défauts dont la production française n'est pas toujours exempte, à savoir un certain formalisme.

Sophie CASSAGNES-BROUQUET

LEGAY, Marie-Laure, *Les États provinciaux dans la construction de l'État moderne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Genève, Librairie Droz, 2001, 565 p.

Disons-le tout net, ce titre, qu'aucun sous-titre ne précise, est trompeur. Il ne s'agit pas, comme on aurait pu l'espérer, d'une étude d'ensemble et comparée de ces institutions, de leur recrutement, de leur pouvoir, de leurs rapports avec les autres pouvoirs provinciaux et nationaux à l'époque de la monarchie absolue. Ce travail porte en fait sur trois d'entre elles, situés en Artois, Cambrésis et Flandre wallonne. Les rapprochements avec les autres provinces ne dépassent que rarement les comparaisons bienvenues qu'on attend d'une thèse informée, où l'auteur montre qu'il a pris conscience des dimensions de son sujet. Ce qui est dit des États de Bretagne se limite en fait – sauf, soyons justes, pour quelques pages nourries et solides, en particulier dans le chapitre VII « Naissance de la province administrative » – à quelques références, dans chaque chapitre, à l'ouvrage classique de Rebillon : que le lecteur de cette revue ne compte donc pas trop sur cet ouvrage pour les replacer dans l'ensemble des structures provinciales qui subsistent au temps de la monarchie absolue. Cette remarque liminaire semblait nécessaire pour souligner, dans le cadre qui est le sien, la solidité de ce travail. Même si la synthèse n'en a pas été faite, mais seulement ébauchée – ce qui est déjà beaucoup – le lecteur y trouvera, outre des références archivistiques, une excellente bibliographie sur l'histoire administrative de la France et sur les assemblées d'États.

Tout historien part de sa propre époque et s'en nourrit : en travaillant sur les notions de centralisation et de décentralisation, de concentration et de déconcentration des pouvoirs, M<sup>me</sup> Legay se situe dans l'air du temps. En s'attaquant aux États des provinces septentrionales, elle apporte une contribution importante au renouveau de l'histoire politique de l'Ancien Régime à un niveau d'observation essentiel, celui de l'administration provinciale. L'auteur rappelle opportunément que cette histoire repose encore aujourd'hui en Bretagne sur les ouvrages d'A. Rebillon (1932) côté États, et d'H. Fréville (1953) en ce qui concerne l'Intendance. La thèse – une vraie thèse – est de dépasser une historiographie focalisée sur les progrès de l'absolutisme auxquels s'opposeraient frontalement, au nom de la défense des libertés, exemptions et privilèges divers, les institutions provinciales, analyse qui ne lui semble plus correspondre aux réalités politiques et administratives du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le paradoxe réside ici dans l'existence simultanée d'une monarchie de plus en plus centralisée et d'assemblées d'États aux pouvoirs renforcés.

Cette thèse est longuement illustrée et argumentée à partir d'une batterie d'angles d'observation et d'indicateurs : cadres politiques et administratifs de la province; intégration à l'ensemble national, finances, extension des domaines de compétence des États, par transfert de pouvoirs auparavant dévolus à l'Intendant, réalité de l'autonomie des États qui sont de plus en plus des rouages normaux de l'État – l'auteur employant pour qualifier ce changement le terme d'« anti-province » – qui remporterait ainsi une sorte de victoire à la Pyrrhus. Les États provinciaux deviennent ainsi les agents efficaces d'une déconcentration administrative acceptée et même voulue par le pouvoir. Des oligarchies en tirent un bénéfice non seulement matériel mais politique certain, n'hésitant pas, dans une véritable « confiscation de la province », à être désormais « face à leurs administrés », plutôt que leurs représentants et leurs défenseurs auprès de Versailles.

Le grand intérêt de ce travail est effectivement de déconnecter l'histoire politique de la France moderne d'une sorte de modèle ou d'idéal atteint dans les années 1680, et suivi d'un long déclin. On sait, surtout en Bretagne, que le champ de compétence des États s'est effectivement fortement élargi à partir des années 1730. Mais la question est de savoir si ce processus a été sinon pensé, du moins contrôlé par l'État – comme le soutient cette thèse – ou subi par lui. La réponse nous semble personnellement complexe, et doit être nuancée dans la chronologie en fonction de rapports de force variables. Elle suppose une étude conjointe des différents lieux de pouvoir qu'on ne peut évidemment reprocher à l'auteur, dans le cadre, d'une thèse, d'avoir simplement esquissée.

La première variable est celle de la génération : l'évolution administrative commence véritablement après la mort ou la fin de la carrière politique des ministres de la grande époque de l'absolutisme, et même des dernières années du règne de Louis XIV. Nouveau personnel, nouvelle approche du pouvoir, qu'incarne Fleury, qui n'a avec Richelieu ou Mazarin d'autre ressemblance que d'être cardinal; Louis XIV, dont la fin de règne a laissé un souvenir désastreux sur bien des plans, n'est plus un modèle. De plus, l'exercice du pouvoir d'État s'inscrit dans un cadre renouvelé, tout en assurant les mêmes fonctions : maintenir son autorité, assurer la protection des personnes et des biens, prélever les hommes et surtout percevoir l'argent nécessaire.

Or, contrairement à l'époque de la « marche » vers l'absolutisme, l'État n'est plus menacé par les révoltes des grands féodaux : celle de Pontcallec est un évident anachronisme, d'ailleurs sans portée. Il faudrait aussi mesurer l'incidence de la désacralisation progressive de la personne royale, probablement liée à deux vagues successives : la fin de la conception féodale des rapports entre roi, princes et grands vassaux; et dans un second temps l'évolution religieuse et intellectuelle, à commencer par celle de ses élites. La monarchie s'assure dans les provinces du Nord le contrôle politique des instances provinciales par une distribution d'honneurs et de privilèges, en particulier par l'anoblissement. Plus largement, on ne peut davantage négliger, d'un siècle à l'autre, les transformations culturelles, la progression de l'écrit et du livre jusqu'aux intermédiaires culturels des campagnes, qui facilite effectivement le développement de véritables administrations provinciales (évoquées par l'auteur), mais aussi des rouages de l'État dans les régions. Ces raisons expliquent qu'on ne puisse gouverner la France comme on le faisait à la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle : au-delà des explications psychologiques traditionnelles mais bien faibles sur leurs insuffisances personnelles, il semble que Louis XV et Louis XVI, et la plus grande partie de leur entourage l'aient parfaitement compris.

Reste, cependant, la paix intérieure assurée, à trouver l'argent, à lever l'impôt. Peu importe à l'État, en réalité, par quels moyens ; il ne peut plus en tout cas confisquer comme autrefois les biens des manieurs d'argent. L'auteur entend réfuter ici la pertinence d'une dialectique exigences royales/résistances de l'État ; contestant la sous-imposition des pays d'États (en reconnaissant l'exception bretonne), elle voit ces derniers devenir des agents du fisc royal plus efficaces, parce que plus proches des administrés, que les agents directs du pouvoir central. L'instrumentalisation des États, comme celle des justices seigneuriales, nous paraît effectivement, une thèse défendable, et même vraisemblable. On notera, cependant, que l'élargissement des compétences provinciales a fait constamment l'objet de débats, d'hésitations et de volte-face en fonction des groupes au pouvoir à Versailles, ce qui rend difficile d'y voir une évolution contrôlée. Contrairement à ce qu'observe M<sup>me</sup> Legay dans les provinces septentrionales, c'est non pas en temps de paix mais en prévision ou au début d'une guerre, c'est-à-dire lorsque la monarchie a un besoin urgent d'argent, que les États de Bretagne grignotent des parcelles de pouvoir.

Enfin, un tel ouvrage incite à revenir sur l'évolution de l'intendance au XVIII<sup>e</sup> siècle, que l'auteur nous semble voir de manière trop négative. Car, si des pouvoirs sont transmis aux États provinciaux, il faut dans chaque domaine constater que le pouvoir régalien de justice, donc de contrôle, n'est jamais abandonné. De plus, le rôle des intendants change parce qu'ils acquièrent, également, des compétences nouvelles que symbolise et synthétise la notion d'intendant des Lumières. Ils traduisent efficacement l'élargissement des centres d'intérêt, et de la conception même de l'État dans la seconde moitié du siècle, désormais plus attaché au bonheur des peuples, et moins à la gloire du souverain.

Dans un fort intéressant graphique (p. 364), l'auteur classe les différents États provinciaux du royaume en fonction de deux variables : la plus ou moins grande intégration politique, de l'idéal de l'autonomie provinciale à l'acceptation du rôle de relais du pouvoir central ; l'intégration administrative, en fonction de l'importance des délégations de pouvoirs, des transferts de pouvoir consentis par l'État. Les États de Bretagne, comme elle le signale à plusieurs reprises dans le texte, sont bien loin de ce modèle... Mais c'est là un autre sujet sur lequel ce livre important a le mérite d'attirer notre attention.

Jean QUENIART

GARNOT, B., (dir.), *Les victimes, des oubliées de l'histoire?*, Actes du colloque de Dijon, octobre 1999, PUR, 2000

Cet ouvrage regroupe les 41 communications du colloque des 7 et 8 octobre 1999 consacré aux victimes, à l'initiative du Centre d'études historiques sur la criminalité et les déviances (CEH) de l'Université de Bourgogne (UMR 5605 du CNRS). Deux options de lecture sont possibles. Soit le lecteur choisira tel ou tel chapitre selon ses centres d'intérêt ; soit il lira la totalité des actes, essayant, une fois le livre refermé, de mettre de l'ordre dans la profusion des questionnements et des informations présentés. C'est ce second angle de vue que nous avons adopté ici.

Au centre des propos, se trouve soulevée la question de la définition même de la victime. Objet plus particulièrement de la première partie, intitulée le